

Retraites : nous exigeons le retrait !

Il y a tout juste un an, l'édito de rentrée de *Cap Finistère* s'intitulait *Dialoguons !* Malgré de nombreuses mises en garde, le gouvernement avait refusé de répondre aux revendications de Français et c'est contraint et forcé que le président de la République avait annoncé un Grand débat.

Où en sommes-nous un an après ? Toujours dans une impasse.

Sauf que la carte du Grand débat ne peut plus être jouée par ce pouvoir qui n'arrive décidément pas à écouter les Françaises et les Français. Non seulement, rien n'est sorti de cette consultation mais en plus le gouvernement s'entête maintenant à vouloir imposer une réforme des retraites dont personne ne veut. Face à cette situation, et après un mois de grèves, 65 dirigeants de gauche ont lancé, le 5 janvier, une pétition en ligne pour exiger le retrait du projet de réforme des retraites, que chacun peut signer sur <https://lapetitionretraite.fr/>.

Pour Olivier Faure, signataire de l'appel lancé le 5 janvier, le retrait de ce projet reste la seule solution : « **on n'improvise pas un basculement pareil sans garanties. Il est temps de tout reprendre. D'ouvrir une vraie négociation dans laquelle seraient comparées les solutions permettant d'ouvrir de nouveaux droits sans régressions. Le remboursement intégral de la dette sociale en 2024 ouvre des perspectives. À compter de cette date les fonds de la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) pourront être employés à d'autres tâches : amélioration de nos retraites, renforcement de l'hôpital et des Ehpad** », a expliqué le Premier secrétaire du PS dans une interview à *Libération*.



Un projet unanimement refusé

Dans la Tribune qui accompagne la pétition en ligne, signée par plus de 60 000 personnes en quelques heures, les premiers initiateurs expliquent leur démarche : « **Depuis le 5 décembre, des millions d'hommes et de femmes se retrouvent dans les grèves, dont beaucoup en reconductible et les manifestations à l'appel des organisations syndicales.**

Ils et elles rejettent la réforme du système de retraites que veulent leur imposer le président de la République et son gouvernement.

Ce projet n'est pas acceptable, car il est porteur de régression des droits de chacune et chacun : toutes les hypothétiques avancées proposées par le gouvernement devraient être financées par des baisses de pensions ou par l'allongement de la durée de la vie au travail. D'autres choix sont pourtant possibles.

C'est pourquoi nous demandons le retrait du projet présenté par le premier ministre, afin que soient ouvertes, sans délai, de vraies négociations avec les organisations syndicales, pour un système de retraites pleinement juste et solidaire, porteur de progrès pour toutes et tous, sans allongement de la durée de la vie au travail. »

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 9/01/2020

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Paix

Jacques Chirac restera dans l'Histoire comme le chef de l'État qui a su dire non aux États-Unis et refuser que la France participe à la guerre contre l'Irak.

D'ailleurs, dans son hommage, Emmanuel Macron avait salué un Président qui incarna « *une certaine idée de la France (...)* indépendante et fière, capable de s'élever contre une intervention militaire injustifiée lorsqu'il refusa en 2003 l'invasion de l'Irak ». On aurait pu croire qu'il s'inspirerait de l'exemple de son prédécesseur.

Cependant, moins de quatre mois plus tard, le même Emmanuel Macron se range derrière Donald Trump qui, par son attitude belliciste risque d'entraîner le Moyen-Orient et le monde entier dans une nouvelle guerre. Où est passée cette « *certaine idée de la France* » ? C'est précisément dans un moment comme celui-ci que le monde a besoin d'entendre une voix forte et singulière capable de faire entendre la voix de la raison, du droit international et de la Paix.

PS29



25 août : Campus 2019 à La Rochelle



8 septembre : barbecue des sections brestoises



14 septembre : Fête de la gauche à Quimperlé



14 septembre : Fête de la gauche à Quimperlé



14 septembre : buffet convivial



14 septembre : Pierre Larrourou à la Fête de la gauche



14 septembre : atelier Santé



14 septembre : atelier Éducation



14 septembre : Fête de la gauche à Quimperlé



14 septembre : Fête de la gauche



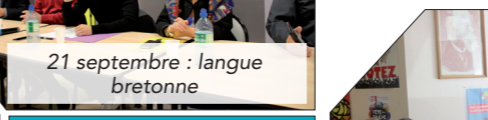
14 septembre : Stand référendum ADP



14 septembre : atelier Union de la gauche



14 septembre : stand de crêpes



21 septembre : langue bretonne



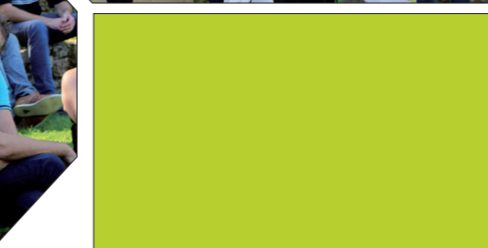
5 novembre : réunion sur le Grenelle des violences conjugales



30 novembre : Conseil fédéral à Brest sur les transitions écologiques



5 décembre : mobilisation contre la réforme des retraites



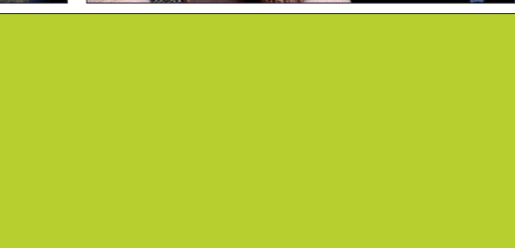
14 septembre : Fête de la gauche



5 octobre : Conseil fédéral



Mobilisation du 5 décembre



5 octobre : Conseil fédéral sur l'aménagement du territoire



Mobilisation du 5 décembre



Mobilisation du 10 décembre



Mobilisation du 10 décembre

15 et 22 mars
Premier et second tours
des Municipales.

J-72
Bonnes campagnes
à toutes et à tous !

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1294 - Vendredi 10 janvier 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



Pour une dynamique collective

Nathalie Sarrabezolles

Le 19 décembre, le Conseil départemental a adopté, à l'unanimité, un rapport d'engagements sur le climat et l'environnement, qui se traduira dès 2020 par un plan d'actions détaillé sur les différents enjeux de la transition écologique et solidaire. Nathalie Sarrabezolles a détaillé les ambitions du Département.

« Pour ma génération et pour celle qui l'a précédée, pour les dirigeantes et dirigeants de l'époque, le présent et l'avenir s'écrivaient majoritairement dans une optique géopolitique, économique et stratégique qui faisait l'alpha et l'oméga des relations internationales. La question environnementale, même si elle était déjà présente, est ainsi passée très longtemps au second plan. Trop longtemps.

Le Sommet de Rio, en 1992, bien que réunissant 120 chefs d'États et de gouvernements et 189 pays, n'a produit malheureusement que peu d'effet. Depuis, cette question nous rattrape et les alertes sont nombreuses et répétées, plus vives chaque année qui passe. Depuis, la science s'est faite plus précise et certains effets du dérèglement climatique plus visibles.

« Nous avons besoin, toutes et tous, d'un élan collectif et de solidarité. »

Depuis, personne ne remet sérieusement en doute sa réalité. Nous devons affirmer et mettre en œuvre des actions ambitieuses qui seront décisives pour l'avenir. Beaucoup de citoyennes et de citoyens, en association ou non, beaucoup de collectivités, se sont déjà engagés dans cette voie. Il nous faut unir nos forces pour contribuer, chacun et chacune, au mouvement qui doit s'amplifier. En ces temps difficiles, l'union est de mise. Car les actions à mettre en œuvre, pour être efficaces, devront être menées sur tous les fronts en même temps, avec, en ligne de mire, nature et santé préservées, état de droit, égalité et justice sociale. (...)

En tant que collectivité territoriale, le Conseil départemental doit lui aussi être au rendez-vous des principaux défis du présent et de l'avenir. En tant que collectivité territoriale des solidarités, il doit l'être d'autant plus.

(...)

La préoccupation environnementale est bien présente, mais certainement encore

pas assez puissante, c'est la raison pour laquelle nous proposons une nouvelle charte d'engagement, comme un nouvel élan pour le Département. Dans ces engagements, figure la création d'un collège des transitions, qui se propose de créer du lien entre toutes les initiatives finistériennes et d'impulser ainsi de nouvelles dynamiques. (...)

Si je devais à ce stade résumer en quelques mots les objectifs qu'il paraît important de poursuivre après cette année d'échanges sur la question environnementale, je dirais que nous avons besoin, toutes et tous, d'un élan collectif et de solidarité. Le Département peut s'engager en soutien d'une dynamique territoriale autour des grands enjeux, en articulation, en complément, en coopération avec les autres parties prenantes. Nous avons, en Finistère, la culture de la transition, du dialogue. Saisissons-en nous ! Personne ne peut se prévaloir d'un bilan exemplaire. Nous agissons chacun et chacune pour notre part et pouvons venir en soutien des autres si nécessaire. Lors de la conférence de l'environnement, Rob Hopkins a mis en exergue, comme condition et comme moyen, la capacité d'imagination.

Si nous admettons ne pas être parfaits, parfaites, si nous avons la volonté d'être vertueux et que nous traduisons cette volonté en action, si nous nous appuyons sur notre capacité individuelle et collective à la créativité, à l'imagination, je pense que le chemin est balisé et que les objectifs sont atteignables. Ainsi, au Conseil départemental, nous allons aujourd'hui débattre de nos orientations budgétaires. Au-delà de l'exercice financier, il s'agit bien d'un exercice politique qui nous inscrit dans une démarche d'action pour les Finistériennes et les Finistériens. Je vous propose donc d'inscrire, clairement, fortement, dans nos orientations, cette ambition de la transition et de la justice climatique tout à la fois, non pas pour nous satisfaire de l'existant, mais bel et bien pour nous associer à une dynamique collective nécessaire et l'amplifier. »

